



lundi 20 mai 2019

Pour l'Europe des travailleurs, votez Lutte ouvrière !

À la veille des élections européennes, on nous serine qu'il n'y aurait que deux choix : sanctionner Macron en votant pour n'importe qui susceptible de faire passer le parti présidentiel en seconde position, suivez mon regard ; ou voter en se pinçant le nez pour la liste de Macron, par peur de Marine Le Pen. Choisir la peste contre le choléra ou l'inverse... comme à chaque élection ! Sanctionner la politique de Macron, ça fait six mois qu'on le fait sur les ronds-points, aux barrières de péage et tous les samedis dans la rue avec les Gilets jaunes, de façon bien plus efficace qu'avec un petit bout de papier dans une urne. Alors, si nous nous déplaçons dimanche prochain pour aller dans un bureau de vote, que ce soit pour saisir cette occasion de plus de dire ce que nous pensons, d'exprimer clairement la colère du monde du travail.

Le show des xénophobes de Milan

L'extrême droite a fait sa grand-messe à Milan autour de Salvini et Le Pen, qui se sentent le vent en poupe. Leur programme commun ? S'en prendre aux immigrés, aux plus précaires, pour mieux diviser et s'en prendre à tous les travailleurs. Manque de chance, un de leur bande et membre du FPÖ, le vice-chancelier autrichien Strache, vient de se faire prendre la main dans le sac à proposer des marchés publics contre des pots de vin. Ces politiciens ressemblent à tous les autres dès qu'ils sont aux affaires...

Le « progressisme » de Macron

Face à cette extrême droite, Nathalie Loiseau et Emmanuel Macron voudraient se présenter comme des « progressistes », défenseurs de l'idée européenne contre le nationalisme qui mène à la guerre. Mais difficile de faire oublier la guerre sociale que ces prétendus progressistes mènent contre les travailleurs et les pauvres.

Les agents de la Fonction publique le savent bien, eux qui ne connaissent que les salaires gelés, le manque de moyens, les suppressions de postes, la généralisation des contrats précaires. D'où la grève actuelle dans les urgences des hôpitaux de Paris et d'autres villes. Et c'est aussi face au manque de moyens, que va encore aggraver la réforme de l'Éducation du ministre Blanquer, que beaucoup d'enseignants se sont mobilisés.

La politique de Macron, c'est tout pour les riches et les grandes entreprises, de Ford à PSA en passant par Carrefour ou Auchan, qui ont les mains libres pour détruire des emplois en fermant magasins et usines.

Vive l'internationalisme !

L'Europe de Macron et Merkel, c'est une Europe de frontières fermées, avec ses barbelés, ses postes de contrôle, ses milliers de morts en Méditerranée, pour la seule raison qu'ils veulent fuir la misère. Pas bien différente déjà de celle que prône une Marine Le Pen.

Et ceux qui accusent l'Europe de tous les maux, pour masquer la responsabilité des patrons français dans la baisse du niveau de vie et la hausse du chômage, sont autant que Macron au service des riches.

Ce ne sont pas les frontières qui vont protéger les travailleurs, mais leur union par-delà elles, contre les exploités.

Pour faire barrage à Macron, c'est dans la rue que ça se passe

Ce n'est pas dans les urnes mais dans nos mobilisations, surtout si elles se généralisent, que l'on pourra modifier le rapport de forces et battre la politique de Macron et de ceux qui ne rêvent que de le remplacer. L'élection européenne du 26 mai ne va pas changer la vie pour les travailleurs, les chômeurs, les retraités.

Mais cette élection peut être une occasion d'exprimer le ras-le-bol des bas salaires, du chômage et de la misère, en votant pour la seule liste qui se place sans ambiguïté dans le camp des travailleurs, révolutionnaire et internationaliste : celle de Lutte ouvrière, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, candidature soutenue par le Nouveau parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot et Philippe Poutou.

Le 26 mai, votez Lutte ouvrière !

PSA, la fromagerie Morel

Lors de la dernière réunion du CSE, la DRH a répondu à notre demande de pouvoir visiter plusieurs sites avant d'y postuler : « les salariés ne feront pas le tour des régions pour goûter à tous les fromages ». Difficile de faire plus méprisant. Elle se croit dans un sketch des Deschiens ? On nous met dehors, et on nous dit de ne pas faire la fine bouche ! Mais qui les produit, ces fromages ? C'est nous. Qu'ils misent sur l'AOC (appellation d'origine cupide) ou sur l'AOP (appellation d'origine profits) les actionnaires, eux, n'auront qu'à faire un tour de table pour se partager le gâteau final. Alors continuons à revendiquer le droit d'aller voir tous les sites PSA susceptibles de nous intéresser.

Les Dits Commandements

En Quart d'Heure Com' la semaine dernière, on nous a distribué les « Dix règles pour un entretien d'embauche réussi ». Comment savoir se vendre, selon PSA ? Sois poli, souris à la dame et au monsieur, évite les questions qui fâchent et dis bien merci et au revoir à la fin... Ils ferment notre usine, et peuvent se garder leurs conseils bidons.

Qu'ils arrêtent leur baratin

Dans les conseils de préparation de l'entretien d'embauche, on nous recommande de « communiquer avec des termes clairs (éviter le jargon PSA) ». S'ils le disent eux-mêmes... Fini les « Push to pass », « Back in the race » et autres galimatias incompréhensibles ? Ah non, c'est seulement pour être compris à l'extérieur de PSA...

Pas formatés !

En Quart d'Heure Com', on nous a aussi proposé... des formations pour devenir formateurs. Nous avons un métier, un CDI, et voilà ce qu'on nous propose. Formateurs en formatage ? Non merci !

Licencier au moindre coût : le premier commandement de PSA

Les collègues qui ont des entretiens d'embauche doivent y aller sur leur temps personnel. Ainsi ils peuvent enchaîner équipe du matin, puis entretiens, tests... La direction refuse de nous donner des heures pour ça. Nous devrions aller voir ailleurs, mais sans qu'il lui en coûte un centime, alors qu'elle va se mettre 49 millions dans la poche.

Le sondage du siècle

A l'usine, on nous propose un sondage Kantar TNS Sofres pour savoir... ce que nous pensons de l'entreprise. Alors qu'on nous met à la porte ! Ils veulent vraiment nous faire péter les plombs.

Rassemblement réussi, pour les 9 de Poissy

L'audience en appel pour les 9 ouvriers de PSA Poissy accusés d'avoir « privé de liberté » un RU pendant...17 minutes de discussion dans son local, s'est tenue vendredi dernier.

Dans l'atmosphère de répression anti gilets jaunes actuelle, l'accusation en a profité pour réclamer 6 mois de prison avec sursis au lieu de 5 précédemment et des amendes encore plus lourdes, 56 700 euros au total.

Pas de quoi décourager les accusés qui étaient soutenus par plus d'une centaine de salariés de PSA, de Renault ou de la SNCF, autres entreprises où les chefs ont recours au même type d'intimidations judiciaires pour tenter de museler les salariés qui défendent leurs droits.

Pour les accusés comme leurs soutiens le combat continue et le délibéré aura lieu vendredi 28 juin.

Il ne manquait plus que la guillotine

À chaque nouvel épisode, on croit qu'il a touché le fond... Mais non, l'affaire Carlos Gohn c'est définitivement le feuilleton de l'année et les rebondissements vont bon train. Le dernier en date, sa soirée d'anniversaire à Versailles en 2014 qui vient d'être révélée et dont la vidéo de la fastueuse réception circule sur le net. Ambiance banquet, costumes d'époque et menuet, Carlos s'est pris pour le Roi Soleil ! Le tout pour quelques 630 000 euros, aux frais de Renault, évidemment.

Une paille vus les milliards que brassent le groupe et ses actionnaires. Mais quand on pense à l'austérité des salaires pour les travailleurs ces dernières années, ça donne envie de faire tomber des têtes !

En Algérie, vaine tentative d'intimidation du chef de l'armée

Face à la vaste mobilisation populaire qui, vendredis après vendredis, scande « système dégage », le chef d'état-major de l'armée algérienne, Gaïd Salah, s'est adonné à une opération de « nettoyage » en arrêtant quelques milliardaires et généraux, ex du clan Bouteflika, comme pour faire oublier qu'il en a lui-même été un pilier. Il espérait ainsi, en vain, calmer le mouvement de contestation populaire qui ne faiblit pas.

Et maintenant il tente l'intimidation des manifestants et militants : Louisa Hanoune, ex-syndicaliste et secrétaire générale du Parti des Travailleurs algérien, a été arrêtée... quelques jours après avoir publiquement dénoncé la mainmise de l'armée.

Il s'agit de montrer que ceux qui s'opposent, et même les plus conciliants, au retour à l'ordre, auront à subir la répression. Mais la population reste massivement mobilisée, et compte bien ne pas en rester là.